

me je l'ai dit, ils dépensent actuellement 1,5 million de dollars par jour.

D'ici le début d'octobre, ils devront prendre une décision. Je sais qu'ils sont régulièrement en contact avec le ministre et que celui-ci s'emploie activement à trouver des remplaçants de manière que le projet Hibernia puisse continuer. Je reste optimiste et j'espère que le secrétaire parlementaire le restera lui aussi.

Mme Barbara Sparrow (secrétaire parlementaire du ministre de la Santé nationale et du Bien-Être social): Monsieur le Président, je tiens à remercier mon collègue de Bonavista—Trinity—Conception de m'avoir permis de rendre compte de la situation du projet Hibernia et de lui donner, ainsi qu'à ses électeurs l'assurance que le gouvernement est toujours résolu à poursuivre cet important projet.

Examinons d'abord les principaux éléments du programme d'aide financière que le Canada a engagé dans le projet Hibernia. Le gouvernement apportera une contribution de 1,04 milliard de dollars au consortium Hibernia au cours de la phase de construction. De plus, le gouvernement accordera des garanties d'emprunt jusqu'à concurrence de 1,66 milliard de dollars aux auteurs du projet. En outre, une facilité de financement temporaire se chiffrant à 175 millions de dollars ainsi qu'un prêt d'aide au titre de l'intérêt de 300 millions de dollars seront mis à la disposition de ces gens à certaines conditions.

Ce programme d'aide publique considérable témoigne bien de l'intérêt que le gouvernement manifeste pour le projet Hibernia.

L'annonce faite le 4 février dernier par la Gulf à propos de son retrait du projet constituait évidemment une très mauvaise nouvelle. Toutefois, il s'agissait d'une décision de gestion que la société a été forcée de prendre, les prix des produits pétroliers et gaziers en vigueur restreignant le volume des fonds qu'elle pouvait affecter à son programme d'investissement.

La Gulf a expliqué que cette baisse de liquidités ainsi que le long délai nécessaire avant que ne commence la production l'auraient obligée à consacrer trop longtemps à un seul projet une part trop grande de ses ressources.

L'ajournement

À la suite de l'annonce du retrait de la Gulf, les trois autres auteurs du projet ont réaffirmé leur volonté de mener le projet à terme. En effet, ils ont lancé une campagne très vigoureuse au niveau international pour trouver un ou plusieurs investisseurs.

Comme le député l'a mentionné, les instigateurs du projet ont constamment tenu le gouvernement au courant de la situation. Je sais que le ministre a informé mon collègue.

Bref, nous appuyons ce projet, et je suis heureuse que la question ait été soulevée ce soir.

[Français]

L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, je vous remercie de me donner l'opportunité de poursuivre la question que j'ai posée en cette Chambre le 5 février dernier au premier ministre du Canada et qui concerne le GATT.

La huitième ronde de négociations, comme vous le savez, monsieur le Président, poursuit des objectifs qui sont très ambitieux en ce qui concerne l'agriculture. Elle touche quatre domaines d'intervention. Premièrement, le soutien de l'agriculture; deuxièmement, la protection aux frontières et les restrictions imposées aux importateurs; troisièmement, l'aide directe et indirecte à l'exportation; et, quatrièmement, les normes sanitaires et phytosanitaires.

Il y a maintenant six ans que perdurent les négociations du GATT, et le gouvernement du Canada maintient toujours sa position en vue de défendre les quatre piliers de l'agriculture canadienne, qui sont nos systèmes de contingentement, nos assurances de stabilisation des revenus, nos assurances de stabilisation des récoltes et notre crédit agricole.

Suite à l'impasse dans les discussions, le secrétaire général du GATT, M. Arthur Dunkel a proposé, en décembre dernier, de faire disparaître les offices de commercialisation des produits agricoles comme ceux qui existent au Canada, pour les remplacer par un système de tarification universel. C'est un projet qui a soulevé de vives inquiétudes parmi les producteurs québécois et